

**ARRETE TEMPORAIRE N° A\_ 2023 \_ N° 289/23**  
**REGLEMENTANT LE STATIONNEMENT SUR LE PARKING DU PONT DE L'OUVEZE**

6.1.3  
DGS/PM

**PUBLIÉ LE 22 SEPTEMBRE 2023**

**Le Maire de la Ville de Sorgues,**

**VU**, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-18, L. 2122-20, mais aussi ses articles L.2212-1 et suivants et L.2213-1,

**VU**, la délibération n°DCM-2020-29 de la séance du Conseil Municipal du 28 mai 2020 portant élection du Maire,

**VU** les arrêtés en date des 9 juin 2020, 9 juillet 2020, 20 Août 2020, 8 septembre 2020, 10 novembre 2020, 5 janvier 2021, 27 mai 2021, 16 septembre 2021, 29 mars 2023, 05 avril 2023 et 11 avril 2023 par lesquels le Maire délègue ses pouvoirs aux Elus délégués,

**VU**, l'instruction interministérielle du 22 octobre 1963 modifiée par la circulaire n°103 du 30 octobre 1968,

**VU**, l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation routière,

**VU**, le code de la route et notamment ses articles L411-1, R417-10, R417-1 et suivants et L325-1 à L325-3,

**VU**, le code pénal et notamment son article R610-5,

**VU** la manifestation dénommée « L'enjambée Sorguaise » qui va avoir lieu dans la commune le samedi 30 septembre 2023,

**CONSIDERANT** qu'afin de permettre le bon déroulement de cette manifestation, il y a lieu d'interdire le stationnement de tout véhicule sur le parking du Pont de l'Ouvèze,

## **ARRETE**

**ARTICLE 1** - Dans le cadre de la manifestation dénommée « L'enjambée Sorguaise », le stationnement de tout véhicule sera interdit sur le parking du Pont de l'Ouvèze, sis chemin de l'Oiselay du **VENDREDI 29 SEPTEMBRE 2023 à 18H00 au SAMEDI 30 SEPTEMBRE 2023 à 20H00.**

**ARTICLE 2** - Les prescriptions imposées par le présent arrêté sont matérialisées sur les lieux par la pose de barrières métalliques.

**ARTICLE 3** - Tout stationnement contrevenant au présent arrêté est considéré comme gênant. Toute infraction à cet arrêté peut faire l'objet d'une mise en fourrière. La mise en fourrière peut être prescrite dans les conditions prévues aux articles L.325-1 à L.325-3.

**ARTICLE 4** - Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, la Directrice de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché sur les lieux.

SORGUES, le 15 septembre 2023

Certifié exécutoire par le Maire  
Compte tenu de la publication  
Le 22/09/23  
Pour le Maire et par délégation  
La Directrice de la police municipale  
Isabelle THIBAUT

**LE MAIRE** Thierry LAGNEAU  
Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint délégué à la sécurité,  
Dominique BESFOUR

*Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication :*

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Sorgues,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes

*Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérécoeurs accessible par le site internet : [www.telerecoeurs.fr](http://www.telerecoeurs.fr)*